

ARRÊTÉ N° S-8

ARRÊTÉ SUR LA PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE DE LA VILLE DE DIEPPE

En vertu de l'autorité que lui confère la *Loi sur les municipalités* L.R.N.-B., (1973), ch. M-22, ses modifications et ses règlements, et la *Loi sur les mesures d'urgence*, ch. 147, ses modifications et ses règlements d'application, le conseil municipal de Dieppe adopte ce qui suit :

1. Définitions

Aux fins du présent arrêté :

« situation d'urgence » désigne un événement réel ou imminent qui, selon le ministre ou la municipalité intéressée, exige une action concertée immédiate ou l'assujettissement des personnes et des biens à certaines règles en vue de protéger les biens et l'environnement ou la santé, la sécurité ou le bien-être de la population civile.

« plan de mesures d'urgence » désigne tout plan, programme ou mesure que prépare le gouvernement provincial ou une municipalité, selon le cas, en vue de réduire les effets d'une situation d'urgence ou d'un sinistre ou d'assurer, dans un tel cas, la sauvegarde de la sécurité, de la santé ou du bien-être de la population civile ainsi que la protection des biens et de l'environnement.

« état d'urgence locale » désigne l'état d'urgence locale proclamé par la Ville de Dieppe en application du paragraphe 10(2) ou renouvelé en application du paragraphe 18(2) de la *Loi sur les mesures d'urgence*.

2. Comité permanent des mesures d'urgence

- a) Le conseil doit nommer un Comité permanent des mesures d'urgence, ci-après nommé « le comité », composé de moins de

BY-LAW NO. S-8

A BY-LAW CONCERNING COMMUNITY EMERGENCY PLANNING FOR THE CITY OF DIEPPE

Pursuant to the authority vested in it by the *Municipalities Act*, R.S.N.B. (1973), c. M-22 and amendments thereto and its regulations, and the *Emergency Measures Act*, R.S.N.B. c. 147 and amendments and its regulations thereto, the Dieppe City Council enacts the following by-law in accordance of the said act:

1. Definitions

For the purpose of this by-law:

“emergency” means a present or imminent event in respect of which the Minister or municipality, as the case may be, believes prompt coordination of action or regulation of persons or property must be undertaken to protect property, the environment or the health, safety or welfare of the civil population.

“emergency measures plan” means any plan, program or procedure prepared by the province or a municipality, as the case may be, that is intended to mitigate the effects of an emergency or disaster and to provide for the safety, health or welfare of the civil population and the protection of property and the environment in the event of such an occurrence.

“state of local emergency” means a state of local emergency declared by a municipality under subsection 10(2) or renewed under subsection 18(2) of the *Emergency Measures Act*.

2. Standing Committee on Emergency Measures

- a) A Standing Committee on Emergency Measures, hereinafter called “the committee” shall be appointed by Council,

cinq membres dont trois des membres constituent le quorum.

- b) Le conseil doit nommer un directeur de l'Organisation municipale des mesures d'urgence parmi les cinq membres du comité.
- c) En plus de ses autres fonctions et pouvoirs en vertu du présent arrêté, le comité est chargé :
 - i) d'aviser le conseil quant à l'élaboration et les modifications d'un plan municipal d'urgence;
 - ii) de préparer et de recommander l'adoption du plan municipal des mesures d'urgence.

3. Généralités

- a) Sous réserve de l'approbation du conseil, le comité peut négocier et, au nom de la municipalité, conclure des ententes avec d'autres municipalités, le gouvernement de la province, le gouvernement du Canada, ou tout autre organisme, ou avec l'un ou l'ensemble de ces organismes, aux fins d'entraide, pour la création d'organismes conjoints ou pour l'emploi de leurs membres ou de leurs ressources, conformément aux conditions d'un plan d'urgence local.
- b) Le comité assurera la mise en œuvre intégrale ou partielle du plan municipal d'urgence, selon les modalités contenues dans ce plan des mesures d'urgence en tout temps.
- c) Le conseil municipal proclame la situation d'urgence locale après avoir été convoqué selon l'arrêté procédural.
- d) Après avoir proclamé l'état d'urgence

to consist of not fewer than five members of whom three members shall constitute a quorum.

- b) A Director of municipal emergency measures shall be appointed by Council amongst the five members of the committee.
- c) In addition to its others duties and powers under this by-law, the committee shall be responsible for:
 - i) advising Council on the development of a municipal emergency plan;
 - ii) the preparation and the recommendation of the municipal emergency measures plan.

3. General

- a) Subject to the approval of Council, the committee may negotiate and, on behalf of the municipality, enter into agreements with other municipalities, with provincial government, with the government of Canada, with other agencies, or any or all of them, for the purpose of mutual aid; for the formation of joint organizations; or for the employment of their members or resources; all within the terms of a community emergency plan.
- b) At all times, the municipal emergency plan will be implemented by the committee in full or in part according to the procedures outlined in the said emergency plan.
- c) The state of local emergency is declared by Council when convened in accordance with the procedural by-law.
- d) On declaring a state of local emergency, a

locale, la municipalité :

- i) fait immédiatement parvenir au ministre une copie de la proclamation; et
 - ii) peut déléguer à toute personne ou à tout comité tout pouvoir que lui confère l'article 12 du chapitre 147 de la *Loi sur les mesures d'urgence*.
- e) Lors d'un décret selon l'article 2(4), cette réunion d'urgence ne peut être levée avant que l'urgence ne soit déclarée terminée. La réunion d'urgence peut être ajournée. Cependant, chaque membre doit informer le centre des opérations d'urgence de l'endroit où il se trouve en tout temps suivant le décret de l'état d'urgence.
- f) Dans le cas d'une proclamation d'une situation d'urgence, tous les employés, fonctionnaires et agents de la municipalité aviseront le centre des opérations d'urgence où ils se trouvent; ils devront remplir leurs fonctions selon la directive du directeur de l'Organisation municipale des mesures d'urgence. À cet égard, le directeur général décidera du traitement pour les services rendus pendant la durée de l'urgence. Les conventions collectives seront respectées.
- g) Dès la proclamation d'une situation d'urgence, le comité peut immédiatement fournir de la nourriture, des vêtements, des médicaments, de l'équipement, des biens et des services de quelque nature que ce soit aux fins d'utilisation, conformément au présent plan, le paiement de ces articles devant être effectué par la municipalité.
- h) Pendant la durée de l'urgence, le conseil peut nommer toute personne jugée

municipality :

- i) shall immediately forward a copy of the declaration to the Minister; and
 - ii) may authorize any person or committee to exercise any power vested in it section 12, chapter 147 of the *Emergency Measures Act*.
- e) In the event that an emergency has been declared in section 2(4), the meeting shall not be adjourned until the emergency is declared to be over. A meeting recess can be called, however each council member shall advise the emergency operations center of his/her whereabouts during the continuation of the emergency.
- f) In the event that an emergency has been declared, all employees, servants and agents of the municipality will advise the emergency operations centre of their whereabouts and will be required to carry out duties as ordered by the Director of the Municipal Emergency Measures Organization. In this instance, the CAO will make decision for services performed during the continuation of the emergency. The collective agreements clauses shall be in effect.
- g) When an emergency is declared the committee may forthwith procure food, clothing, medicine, equipment, goods and services of any nature or kind for use therein, the payment for which shall be made by the municipality.
- h) For the duration of the emergency, Council may appoint any other persons

nécessaire par le directeur de l'Organisation municipale des mesures d'urgence.

as deemed necessary by Director of the Municipal Emergency Measures Organization.

4. Abrogation

L'arrêté n° 78-31, *Arrêté de la municipalité de Dieppe concernant les situations d'urgence et les désastres*, fait et adopté le 27 avril 1981, est par la présente, abrogé.

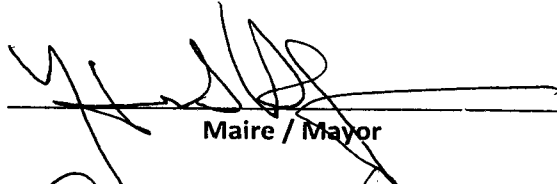
Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption définitive.


4. Repeal

By-law No. 78-31, a *By-law of the Municipality of Dieppe Respecting Emergencies and Disasters*, ordained and passed on February 11th, 1980, is hereby repealed.

This by-law comes into force on the date of final passing thereof.

Première lecture :	le 25 novembre 2013	First Reading:	November 25, 2013
Deuxième lecture :	le 25 novembre 2013	Second Reading:	November 25, 2013
Lecture dans son intégralité : <i>(12(1)b) & 11.1(1)b</i> <i>(Loi sur les municipalités)</i>	le 9 décembre 2013	Read in its Entirety: <i>(12(1)(b) & 11.1(1)(b)</i> <i>Municipalities Act)</i>	December 9, 2013
Troisième lecture et adoption en conseil :	le 9 décembre 2013	Third Reading & Adoption in Council:	December 9, 2013


Maire / Mayor


Secrétaire municipal / City Clerk